Pourquoi mesures objectives et représentations subjectives de l'inégalité divergent-elles ?

Why such a discrepancy between objective measures and subjective representations of inequality?

Olivier Galland

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ress/4072>

DOI : 10.4000/ress.4072

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 25 mai 2018

Pagination : 263-270

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Olivier Galland, « Pourquoi mesures objectives et représentations subjectives de l'inégalité divergent-elles ? », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 56-1 | 2018, mis en ligne le 25 mai 2021, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ress/4072> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ress.4072>

NOTE CRITIQUE

POURQUOI MESURES OBJECTIVES ET REPRÉSENTATIONS SUBJECTIVES DE L'INÉGALITÉ DIVERGENT-ELLES ?

Olivier Galland (CNRS, Paris – GEMASS)

Lignes de faille. Une société à réunifier, 2016, Rapport de France Stratégie, octobre, 158 p.

Le rapport de France Stratégie¹ publié en 2016 sur les «lignes de faille» qui traversent la société française, met en exergue l'extraordinaire divergence qui semble se creuser chaque jour davantage entre le regard que portent les Français sur ces divisions et ce qu'en disent les indicateurs statistiques censés en rendre compte. La première partie du rapport procède ainsi à un examen systématique de cette divergence entre les indicateurs d'inégalités concernant différents domaines et le «regard» que portent sur elles les Français. Sont passés en revue les divisions entre riches et pauvres, la question du «déclassement social», celle de l'emploi et du chômage, les inégalités entre générations, les fractures territoriales et les inégalités liées à l'origine.

Le constat auquel aboutit cette comparaison est sans ambiguïté. Les Français ont le sentiment que le pays est fracturé par des inégalités profondes et croissantes entre groupes sociaux et entre générations et qu'il est miné par le déclassement social, alors que la mesure statistique de ces divisions est beaucoup plus nuancée et sur bien des points relativement optimiste si l'on compare la France à ses voisins.

Sur la distribution des revenus, par exemple, les Français se représentent leur société comme une pyramide avec une base très large (les très bas revenus) et un sommet très étroit (les hauts revenus), alors que la réalité de cette distribution a plutôt la forme d'une toupie (la proportion la plus importante se situant dans le milieu de la distribution) et que la France demeure une société de classe moyenne et un des pays européens les moins inégalitaires. Les Français perçoivent par ailleurs leur société comme minée par le déclassement alors que «les trajectoires intergénérationnelles descendantes sur l'échelle des catégories socioprofessionnelles restent beaucoup moins nombreuses que les trajectoires stables ou ascendantes» (p. 29).

¹ France Stratégie est un organisme public, héritier de l'ancien Commissariat au Plan (fondé en 1946), dont la tâche est d'éclairer les décideurs publics dans les domaines de l'évaluation des politiques publiques et de l'analyse des mutations économiques, sociales et techniques. C'est plutôt à ce second aspect que se rattache le rapport dont il est question ici.

Ce rapport débouche donc sur une énigme dont, d'ailleurs, il ne fournit pas la clé. Comment expliquer cet énorme décalage entre l'appréhension subjective des divisions sociales et leur mesure objective ? Les Français ont-ils une perception complètement biaisée ou les indicateurs ont-ils perdu le contact avec une réalité sociale en mutation qu'ils ne seraient plus en mesure d'appréhender correctement ? Aucune de ces deux positions extrêmes n'est évidemment entièrement valide. Quatre explications semblent possibles.

I. Les indicateurs statistiques sont-ils « objectifs » ?

L'inégalité est par définition une notion relative et le constat peut varier fortement selon les éléments que l'on compare et les instruments de mesure que l'on choisit. Prenons quelques exemples pour illustrer ce point. L'inégalité dans le monde a-t-elle augmenté ou diminué ? Elle a fortement diminué si l'on compare l'ensemble des individus de la planète. Sous l'effet de la mondialisation, les pays émergents se sont enrichis et la grande pauvreté a fortement reculé (voir les travaux de François Bourguignon [2012] et ceux de Richard Freeman [2009]). Il y a consensus parmi les économistes et les sociologues sur ce recul de l'inégalité mondiale. Freeman (2009) montre qu'après avoir augmenté entre 1960 et 1980, l'inégalité globale entre pays avancés et pays en développement qui est le facteur principal contribuant à l'inégalité mondiale s'est mise à décroître par la suite. Mais elle a augmenté, et parfois fortement, si l'on compare les catégories sociales à l'intérieur de chaque pays. En effet, dans les pays émergents les plus riches se sont enrichis considérablement plus vite que les plus pauvres et dans les pays riches (surtout les pays anglo-saxons) la classe moyenne s'est appauvrie tandis que les ultra-riches voyaient leurs revenus exploser. Finalement selon que l'on privilégie une lecture de l'inégalité interne (aux pays) ou une lecture globale de l'inégalité mondiale (en considérant le monde dans son ensemble comme une seule entité), on pourra aussi bien dire que l'inégalité dans le monde a explosé (la thèse que l'on entend le plus souvent) ou qu'elle s'est fortement réduite.

Les instruments de mesure ont aussi leur importance. Thomas Piketty (2013) a popularisé une mesure de l'inégalité en isolant les 1 % les plus riches de la population et la part du revenu global qu'ils captaient. Cette mesure braque donc le projecteur sur les ultra-riches et l'évolution récente montre bien qu'ils se sont... considérablement enrichis. Mais d'autres indicateurs, l'indice de Gini par exemple, qui sont plus sensibles aux valeurs centrales de la distribution, livrent un constat beaucoup plus nuancé. En France, notamment, cet indice, comme le rapport inter-décile, sont restés relativement stables ces dernières années. Au fond, le choix de ces indicateurs renvoie à la question précédente : qui compare-t-on pour juger des inégalités ? Les ultra-riches à l'ensemble des autres Français ? Ou des parties plus importantes de la population, par exemple les 10 % les plus riches aux 10 % les plus pauvres ? Selon que l'on procède d'une façon ou d'une autre le constat sera sensiblement différent.

Par ailleurs, les registres sur lesquels on mesure l'inégalité se sont démultipliés avec des instruments de plus en plus sophistiqués. Cette démultiplication des dimensions inégalitaires finit par brouiller le jugement d'ensemble, d'autant que les sociologues n'ont pas été capables jusqu'à présent de proposer un cadre conceptuel unificateur qui rende compte de l'ensemble de ces dimensions. Tout était plus simple lorsqu'on parlait, sans véritables travaux empiriques, des « classes sociales ».

Mais que conclure lorsqu'on met bout à bout les évolutions suivantes qui peuvent s'appliquer, par exemple, à un pays comme la France : une aggravation de l'inégalité des revenus à la pointe extrême de la distribution, une lente mais constante diminution de l'inégalité de réussite en matière d'éducation, une progression de la mobilité sociale globale mais une stagnation de la fluidité sociale, une convergence des structures de consommation mais une persistance de fortes inégalités de santé, la poursuite d'un chômage de masse qui maintient dans la pauvreté une partie de la population, etc. ?

2. Micro-justice et macro-justice ne correspondent pas

Une deuxième explication possible de l'écart objectif-sубjectif dans la lecture des divisions de la société française tient au fait que, contrairement à ce qu'on pourrait penser, les individus ne jugent pas de l'état de la société en projetant leur situation individuelle sur la situation d'ensemble. Si l'en était ainsi il est probable qu'ils jugeraient la société d'autant plus satisfaisante que leur propre situation l'est également. Or c'est loin d'être le cas comme nous l'avions montré dans un article de cette revue (Galland, Lemel et Frénod, 2013). Une enquête plus récente² le confirme. Les Français trouvant la « société injuste » ne sont pas beaucoup plus nombreux à estimer avoir personnellement été traité injustement en matière de rémunération, dans leur vie de travail ou dans leur recherche d'emploi, que ceux qui globalement trouvent la société juste (Figure 1).

2 L'enquête « Dynamique des inégalités : la formation des représentations », dite DYNEGAL, a été réalisée auprès d'un échantillon représentatif de la population française en 2013. Elle a donné lieu à la publication d'un ouvrage collectif (Galland, 2016).

Figure 1 Sentiment d'injustice personnelle en fonction du jugement sur la justice de la société

Source: Dynegal.

Le statut personnel a ainsi peu d'influence sur les perceptions macrosociales. Celles-ci sont beaucoup plus dépendantes de jugements de valeurs, de conceptions de la justice qui, sans être totalement indépendantes de la situation économique individuelle, sont loin d'en être le simple décalque. Au fond, et on peut s'en réjouir, les individus ont d'abord un jugement éthique. Mais celui-ci conduit inévitablement à d'importants biais de perception.

3. Une individualisation des risques

Cependant, l'écart objectif-subjectif ne tient pas qu'à des biais de mesure ou de perceptions. Il reflète aussi sans doute une évolution des inégalités elles-mêmes. Tout d'abord, celles-ci sont moins strictement liées qu'elles ne l'étaient à l'appartenance à une catégorie sociale et dépendent plus fréquemment de causes individuelles et d'aléas qui peuvent toucher tous les individus. C'est la montée de la « société du risque » dont Ulrich Beck (2001) avait eu l'intuition. Concrètement, l'instabilité professionnelle et l'instabilité familiale, lorsqu'elles se conjuguent peuvent entraîner tout individu dans la spirale de la pauvreté.

Partant de ces idées, Christopher Whelan et Bertrand Maître (2008) ont étudié à partir d'un échantillon irlandais³, la variation d'indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale en fonction de différentes phases du cycle de vie, tout en contrôlant la classe sociale. Leurs résultats montrent que certaines de ces phases critiques du cycle de vie, notamment

3 À partir des données européennes SILC (*Statistics on Income and Living Conditions*).

la vie solitaire (plus encore lorsque la personne seule a la charge d'un ou plusieurs enfants), sont associées à une probabilité nettement plus élevée des risques de pauvreté, la classe sociale étant contrôlée. Cela ne signifie pas pour autant que l'effet « classe sociale » soit effacé, loin de là, mais qu'il faut prendre en compte simultanément les deux types de facteurs et leur interaction.

La composition des ménages et son évolution le long du cycle de vie exerce donc une influence croissante sur la variation du niveau de vie et partant sur la perception des inégalités et des injustices. Nous avons pu le vérifier (Galland, 2016b), à partir des données de l'enquête Dynegal (voir note 1) en reconstruisant des phases du cycle de vie similaires à celles étudiées par Whelan et Maître, et en analysant leur effet sur les sentiments d'exclusion et de discrimination, tout en contrôlant le statut social. Les résultats montrent un lien consistant entre certaines séquences du cycle de vie ainsi que la survenue d'*adverse events*⁴ et le fait de se sentir défavorisé, exclu ou discriminé ou de penser vivre dans une société injuste. Sur le plan du cycle de vie, l'isolement social semble être le facteur-clé. Cependant, à l'instar de ce que trouvent Whelan et Maître, cet effet puissant de l'isolement social n'efface pas les liens entre la catégorie sociale et le sentiment d'exclusion ou d'injustice de la société. Il est plus fort dans les classes populaires, mais s'exerce néanmoins dans tous les milieux sociaux.

Certains sociologues (Western et al., 2012) considèrent donc que ces évolutions remettent partiellement en cause les concepts classiques de la stratification sociale et qu'il faut adopter une perspective plus dynamique en mettant en avant le concept d'« insécurité économique ». Pour ces auteurs, l'« inégalité » est la notion-clé décrivant la variation du niveau de statut socioéconomique dans une perspective de comparaison synchrone entre groupes sociaux, tandis que l'« insécurité » est la notion centrale d'une approche dynamique d'« évolution » du statut des individus tout au long du cycle de vie, jalonné d'événements qui, à un point donné des itinéraires, peuvent l'impacter négativement.

Si cela est vrai, cela n'a pas que des conséquences pour la sociologie des inégalités et les méthodes qu'elle emploie pour appréhender ces questions⁵. Ces évolutions devraient impacter également la façon dont les acteurs sociaux ordinaires se représentent les inégalités et les ressentent.

4 On demandait aux personnes interrogées si elles avaient connu « un événement familial ou professionnel qui a eu des conséquences très graves sur leur vie personnelle ».

5 Prendre en compte plus systématiquement la composition des ménages et peut-être même mesurer systématiquement l'inégalité au niveau individuel; généraliser des approches de suivi longitudinal.

Même si en France l'instabilité professionnelle reste cantonnée chez les jeunes et les immigrés (alors qu'elle se serait étendue à une large partie du salariat aux États-Unis), l'idée s'est installée que plus personne n'est à l'abri d'un déclassement social brutal. L'instabilité familiale, liée notamment à la montée de la divortialité, s'est par contre répandue dans tous les pays occidentaux et contribue à accroître considérablement la proportion de personnes vivant seules et les risques qui sont associés à ce mode de vie.

4. La montée des revendications identitaires

Les inégalités ont également changé de nature sur un autre plan : la montée des revendications identitaires. La lecture des divisions et des fractures qui traversent la société ne se fait plus seulement selon le prisme habituel des inégalités matérielles – la lecture classique des conflits de classe – elle se fait de plus en plus selon le prisme des discriminations, c'est-à-dire du sentiment de groupes définis par une caractéristique intangible – le sexe, l'origine ethnique, l'appartenance territoriale, etc. – d'être traités injustement en raison même de cette caractéristique. C'est ce que Neil Smelser (1997) caractérisait comme le passage d'une lecture des inégalités en termes de *differentiation* (les caractéristiques associées à la division du travail productif), à une lecture en termes de *diversity* (les caractéristiques non directement liées à la division du travail).

Les discriminations sont un type d'inégalités un peu particulier. Reprenant et développant une définition initiale de Merton (1972), Barbara Reskin (2012) les définit comme un traitement injustifié et inégal de personnes fondé sur « l'appartenance à un groupe ». C'est le fait de lier intrinsèquement l'inégalité de traitement à une appartenance collective censée définir les individus entièrement qui fait la particularité de la discrimination. Les caractéristiques sur lesquelles prennent appui les processus discriminatoires sont évidemment plutôt de type « *ascribed* ». Initialement c'est la « *race* »⁶, surtout aux États-Unis, qui a concentré les débats et les controverses.

Mais les sentiments de discriminations se sont démultipliés. Le genre est évidemment devenu un enjeu important du débat social autour des discriminations. Mais c'est le cas également aujourd'hui des identités sexuelles, éventuellement des particularités physiques, des identités locales, des identités religieuses.

Ce développement des revendications identitaires contribue à démultiplier les enjeux politiques autour des discriminations et de leur mesure. Ces groupes se mobilisent, s'organisent et produisent des indicateurs militants qui, le plus souvent, contestent le bien-fondé des indicateurs officiels.

6 Aux États-Unis et pour les sociologues américains, le terme est d'usage courant et n'a pas la connotation qui l'associe au « racisme » qu'on lui donne en Europe.

Pour résumer, ce hiatus objectif-subjectif relève de la définition même de l'inégalité, une *différence jugée injuste*⁷. Certaines différences de traitement jugées inadmissibles aujourd'hui (les inégalités entre les hommes et les femmes, par exemple) étaient considérées comme normales autrefois. Ces sentiments d'injustice évoluent ainsi continûment et avec eux la définition même des inégalités. Ce paysage est d'autant plus mouvant que ces sentiments d'injustice s'individualisent : chacun veut être entendu pour ce qu'il est et pas seulement pour le groupe auquel il est censé appartenir. Le rejet souvent exprimé des « statistiques » et des chiffres « moyens » ou des indicateurs agrégés tient à cette exigence individuelle. Les individus attachent plus d'importance à la dispersion qu'à la moyenne.

La statistique sociale doit certainement tenir compte de cette évolution des mentalités, car comme on l'a souligné, aucune mesure des inégalités sociales n'est purement « objective ». Cela ne veut sûrement pas dire qu'il faille mêler dans des indicateurs communs mesures factuelles et perceptions. Mais la sensibilité sociale aux injustices est en elle-même un indicateur important qui devrait faire l'objet de mesures régulières. Les indicateurs factuels eux-mêmes doivent être décomposés pour tenir compte avec plus de finesse de situations sociales de plus en plus différenciées en fonction d'un nombre grandissant de critères. Il est urgent en effet de réconcilier le public avec la mesure rigoureuse de l'état de la société, sans quoi il prêtera une oreille toujours plus attentive aux idéologues et aux thèses complotistes qui se démultiplient sur les réseaux sociaux.

BIBLIOGRAPHIE

BECK U., 2001 (1986), *La Société du risque: sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier.

BOURGUIGNON F., 2012, *La Mondialisation de l'inégalité*, Paris, Éditions du Seuil.

FREEMAN R., 2009, « Globalization and Inequality », in W. Salverda, B. Nolan et T. Smeeding (eds), *The Oxford Handbook of Economic Inequality*, Oxford University Press, p. 575-598.

GALLAND O. (dir.), 2016a, *La France des inégalités. Réalités et perceptions*, Presses de l'université Paris- Sorbonne, « L'intelligence du social ».

–, 2016b, « Une individualisation du sentiment d'injustice? », in GALLAND, 2016a, p. 123-135.

– et LEMEL Y., 2018, *Sociologie des inégalités*, Paris, Armand Colin, « U Sociologie ».

–, LEMEL Y. et FRÉNOD A., 2013, « La perception des inégalités en France », *Revue européenne des sciences sociales*, 51-1, p. 179-211.

MERTON R.K., 1972, « Insiders and Outsiders: A Chapter in the Sociology of Knowledge » *American Journal of Sociology*, 78-1, p. 9-47.

7 C'est la définition de l'inégalité que nous retenons dans l'ouvrage *Sociologie des inégalités* (Galland et Lemel, 2018).

PIKETTY Th., 2013, *Le Capital au xxi^e siècle*, Paris, Éditions du Seuil.

RESKIN B., 2012, «The Race Discrimination System», *Annual Review of Sociology*, 38, p. 17-35.

SMELSER N., 1997, *Problematics of Sociology. The Georg Simmel Lectures, 1995*, Berkeley, University of California Press.

WESTERN B., BLOOME D., SOSNAUD B. et TACH L., 2012, «Economic Insecurity and social Stratification», *Annual Review of Sociology*, 38, p. 341-359.